

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Fukushima-10-ans-de-deni-et-une-catastrophe>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Fukushima : 10 ans de déni et une catastrophe toujours en cours au Japon - En France, les leçons n'ont pas été tirées**

9 mars 2021

Fukushima : 10 ans de déni et une catastrophe toujours en cours au Japon - En France, les leçons n'ont pas été tirées

Communiqué de presse commun - Réseau "Sortir du nucléaire", Écho-Échanges et Yosomono-net

Le 11 mars 2011, un séisme et un tsunami frappaient le Japon, déclenchant la catastrophe nucléaire de Fukushima Daiichi. 10 ans après, malgré le déni des autorités et une décontamination illusoire, ses conséquences n'en finissent pas de se déployer.

Si l'accident a provoqué une prise de conscience dans de nombreux pays, la France n'en a pas tiré les leçons. Dix ans après, les nouvelles mesures de sûreté ne sont toujours pas mises en oeuvre. Pire, le gouvernement et EDF souhaitent enfoncer le pays encore plus loin dans l'impasse nucléaire.

En ce 10ème anniversaire, en solidarité avec les victimes de la catastrophe, et pour exprimer notre refus de la fuite en avant dans le nucléaire, des actions auront lieu aux quatre coins de la France autour du 11 mars.

Au Japon, la catastrophe dure depuis 10 ans, dans un déni orchestré par les autorités nationales et internationales

Dix ans après l'accident, la situation à la centrale de Fukushima Daiichi n'est toujours pas sous contrôle. Les niveaux de radioactivité extrêmement élevés rendent illusoire les perspectives de démantèlement. Plus d'1,2 millions de mètres cubes d'eau radioactive s'accumulent sur le site, que les autorités souhaitent rejeter à la mer, choisissant délibérément d'ignorer les risques de dispersion de cette pollution sur une longue distance [1].

En 2021, **la contamination des sols reste une réalité quotidienne**, non seulement dans le département de Fukushima mais aussi dans une large partie du Nord-Est du Japon [2]. 80% du césium

137 - l'un des principaux éléments radioactifs rejetés lors de l'accident - est toujours présent dans les sols ; plusieurs siècles devront s'écouler avant que la contamination radioactive ne disparaisse. Des lieux présentant un niveau de contamination similaire à ceux de la zone d'évacuation de Tchernobyl ont pourtant été rendus à nouveau accessibles, sur une partie du territoire de Futaba, Ôkuma et Tomioka. De très nombreux "points chauds" subsistent et la décontamination s'avère illusoire : les radionucléides déposés dans les forêts et montagnes se répandent à nouveau avec les intempéries et les précipitations. Produits de la cueillette et gibier sont toujours contaminés.

Les conséquences sanitaires continuent de se déployer. En juin 2020, on recensait déjà 202 cas confirmés de cancer de la thyroïde chez les 300 000 enfants du département de Fukushima, alors que l'occurrence de cette maladie chez les jeunes est normalement de 2 à 3 cas pour un million. Cette pathologie étant la seule à faire l'objet d'un suivi épidémiologique en rapport avec l'accident, tout laisse craindre des impacts sanitaires globaux bien plus larges et invisibilisés.

Plutôt que de protéger les populations, les autorités incitent au retour dans des zones contaminées, méprisant le droit à vivre dans un environnement sain. Les familles qui ont choisi de s'auto-évacuer (le plus souvent des mères qui sont parties avec leurs enfants se réfugier ailleurs) ne reçoivent plus d'aides. Le discours officiel prônant la "résilience" cache un déni de la réalité. Les Jeux Olympiques de Tokyo, dont certaines épreuves sont prévues dans le département de Fukushima, servent d'outil de propagande pour illustrer un "retour à la normale" de façade. Le lobby nucléaire est à l'oeuvre pour minimiser les conséquences de l'accident sur la santé et banaliser la vie contaminée, avec l'intervention des mêmes acteurs - notamment français - qui ont sévi à Tchernobyl avec le programme Ethos [3]. Malgré l'opposition de la population, le gouvernement japonais et les compagnies de production d'électricité n'envisagent pas de renoncer au nucléaire et souhaitent relancer les réacteurs arrêtés.

Dix ans après, la France n'a pas tiré les leçons de Fukushima et s'enfonce dans l'impasse nucléaire

La catastrophe de Fukushima est venue démontrer qu'un accident nucléaire était possible même dans un pays à la pointe de la technologie, du moment que les capacités de refroidissement et d'alimentations électriques des centrales étaient touchées. En France, après l'accident, de nouvelles exigences de sûreté avaient été fixées. Dix ans après, [comme l'atteste l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire](#), **la mise en œuvre du "retour d'expérience" est bien loin d'être achevé.** Un certain nombre de "non-conformités" risquent de subsister durablement. Et entre retards et difficultés industrielles d'EDF, l'ensemble des mesures post-Fukushima ne seront pas opérationnelles sur l'ensemble du parc [avant 2039](#)... pour autant que les travaux soient effectués en temps et en heure, voire soient effectués tout court !

Alors que l'accident de Fukushima a accéléré le déclin du nucléaire [4] et que bon nombre de pays européens tournent le dos à cette énergie du passé, **la France continue dans l'impasse sur fond de dégradation de la sûreté.** L'Autorité de sûreté nucléaire vient de définir les conditions pour la prolongation du fonctionnement des plus anciens réacteurs au-delà de 40 ans. Pour accommoder EDF, elle a autorisé une réalisation tardive de certains travaux (dont ceux liés à la mise aux normes post-Fukushima) qui ouvre la voie à toutes les dérives. Pire : alors que le chantier de Flamanville est un fiasco avéré et qu'EDF, très endettée, est confrontée à un déficit de compétences, l'entreprise prépare actuellement la construction de six nouveaux réacteurs "nouveau modèle". Ces projets, contraires aux souhaits des citoyen.nes, constituent une aberration économique et climatique. Alors que de nouveaux scénarios prouvent la faisabilité d'une France 100% renouvelable, la France ne peut se permettre de repousser la transition et gaspiller des dizaines de milliards d'euros dans une technologie dépassée, polluante, coûteuse et sujette à tous les retards.

En solidarité avec les victimes de Fukushima, et pour rappeler l'urgence d'un changement

de cap en France, des mobilisations auront lieu dans plusieurs villes autour du 11 mars. Fukushima, plus jamais ça !

[Retrouver la liste des mobilisations](#) :

En particulier :

- [rassemblement le 11 mars de 14h à 17h à Paris](#), place de la République (prises de parole, tambours japonais...)

- [manifestation à Nantes](#) le 13 mars

Pour en savoir plus :



[Carte citoyenne de la contamination radioactive du Japon](#)



[Fukushima, 10 ans après](#) Brochure réalisée par l'association Yosomono-net

Contacts presse :

Kolin Kobayashi, association Echo-Echanges - 06 64 96 08 48

Yûki Takahata, Yosomono-net - 06 84 07 03 45

Marc Saint Aroman - 05 61 35 11 06

Notes

[1] À titre d'exemple, en Europe, les terribles rejets de l'usine nucléaire de La Hague, bien plus importants que ceux qu'il est question de rejeter à Fukushima, se retrouvent jusque sur les côtes norvégiennes

[2] Comme le montre la [Carte citoyenne de la contamination radioactive du Japon](#), les départements voisins de Tochigi, Miyagi, Iwate, Ibaragi, Gunma et Chiba sont également touchés

[3] Le CEPN, association regroupant différents acteurs de l'industrie nucléaire française, a mis en place à Tchernobyl le projet "Ethos" qui, sous couvert d'assistance humanitaire, vise à démontrer qu'on peut continuer à vivre dans des zones contaminées et tend ainsi à minimiser les conséquences de la catastrophe. Avec "Ethos in Fukushima", ce programme a été exporté au Japon sous le nom de "Séminaire de Dialogue". [Plus d'informations](#)

[4] Comme le précise le [World Nuclear Report](#), malgré de régulières annonces ronflantes sur la "renaissance du nucléaire", le nombre de réacteurs en construction dans le monde continue son déclin depuis l'accident de Fukushima (52 en 2021 contre 64 en 2011, sachant que la majeure partie des chantiers connaissent des retards). La plupart des nouvelles constructions sont imputables à des pays comme la Chine ou la Russie, peu respectueux des oppositions locales face à de tels projets.